

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Decouverte-des-archives-de-la-Police-de-GuatemalaThe-Guatemalan-police-archives>

# Découverte des archives de la Police de GuatemalaThe Guatemalan police archives

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Guatemala -

Date de mise en ligne : samedi 26 novembre 2005

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

## [National Security Archive Electronic Briefing Book No. 170](#)

Par Kate Doyle

[kadoyle@gwu.edu](mailto:kadoyle@gwu.edu)

**Téléphone** : + 1 646/613-1440, ext.. 238 ou 646/670-8841

**Assistante de recherches** : Emilene Martínez Morales

Posté - 21 novembre 2005

**Washington, C.C, 21 novembre 2005 -**

**Read in english : [down this page](#)**

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-542.jpg>] Le 5 Juillet 2005, les fonctionnaires du bureau des Droits de l'Homme du gouvernement guatémaltèque (PDH - Procuraduría de Derechos Humanos) sont entrés dans un vieux dépôt de munitions délabré, infesté de rats, situé dans la ville de Guatemala pour enquêter sur une plainte concernant des explosifs mal stockés. Pendant l'inspection du lieu, les enquêteurs ont trouvé une importante série de documents, stockée dans cinq bâtiments et dans un état avancé de décomposition. Les dossiers ont appartenu à la police nationale, la branche centrale des forces de sécurité du Guatemala pendant la guerre - une entité si inextricablement liée à la répression violente, l'abduction, aux disparitions, à la torture et l'assassinat que l'accord de paix de 1996 du pays a exigé son complet démantèlement et un nouveau corps de police fut à sa place.

La portée de cette découverte est stupéfiante -les fonctionnaires du PDH estime qu'il y a 4.5 kilomètres- environ 75 millions de pages - de matériel. Quand j'ai visité ce lieu début août, j'ai vu des armoires entières marquées "assassinats", "disparus" et "homicides," aussi bien que des dossiers marqués aux noms internationalement-connus de victimes d'assassinat politique, tels que l'anthropologue Myrna Mack (tué par des forces de sécurité en 1990).

Il y avait des centaines de rouleaux de photos, que le PDH est entrain de développer. Il y avait des photos de corps et de détenus, il y avait des listes d'informateurs de la police avec des noms et les photos, il y avait des cartons pleins de permis de conduire et de cassettes vidéo et de disques d'ordinateur. Les installations elles-mêmes, qui sont dans un état terrible de délabrement -humides et exposées à tout vent, infestées de vermine et remplies de détritrus- contiennent ce qui semble être des cellules clandestines.

L'importance de la découverte ne peut être exagérée. Depuis 1996, quand le gouvernement a signé un accord de paix avec la guérilla, les Guatémaltèques se sont battus pour récupérer leur mémoire historique, la fin de l'impunité et pour instituer la loi comme règle après plus de 30 ans de violent conflit civil. En 1997, une Commission pour la Vérité, sponsorisée par l'ONU, a été créée pour enquêter sur la guerre et analyser ses origines.

En dépit d'un mandat lui accordant le droit d'enregistrer les déclarations de toutes les parties du conflit, la Commission historique de clarification était systématiquement bloquée à chaque fois par les fonctionnaires militaires, des services d'intelligence et de sécurité, qui ont refusé de sortir les dossiers internes parce qu'ils avaient été détruits pendant la guerre, ou simplement n'avaient pas existé. La commission de la vérité a présenté son rapport fin 1999 sans tirer profit de l'accès à un tel matériel critique. Selon le rapport, environ 150.000 citoyens guatémaltèques sont morts dans la guerre, et 40.000 autres ont été enlevés et disparus.

En dépit de cet héritage terrible, le Guatemala représente aujourd'hui un exemple extraordinaire de la façon dont l'information peut faire avancer la justice au-dessus des barrières de l'impunité. Les enquêteurs guatémaltèques ont

réalisé le décompte des victimes, des rapports légistes, ont publié des rapports sur les droits de l'homme, des témoignages des auteurs des meurtres et des milliers de documents déclassés par les Etats-Unis, obtenus par les Archives de la Sécurité Nationale agissant sous la loi de la liberté d'information afin d'essayer d'établir la responsabilité historique et juridique de ce qui s'est produit pendant la guerre. Les avocats ont utilisé le silence du gouvernement au sujet de la guerre pour exiger le vote d'une loi nationale sur la liberté de l'information.

Les procureurs ont ajouté les documents déclassés par les Etats-Unis aux preuves visant militaires et de police dans les principaux procès sur les droits de l'homme. Et maintenant les Guatémaltèques découvrent leurs propres rapports enterrés, cachés, et abandonnés dans des dossiers des services de sécurité guatémaltèques répressifs.

La nouvelle découverte des archives de la police, qui couvre un siècle d'opérations de police, promet d'être l'un des ensembles le plus parlant des rapports militaires ou de police jamais découverts en Amérique latine. La découverte de ces documents a créé une occasion extraordinaire pour préserver l'histoire et faire avancer la justice ce qui mobilise le service des Archives.

Avec l'appui de du Fund for Constitutional Government and de l'Open Society Institute, les Archives ont envoyé des expert internationaux pour établir un diagnostic sur leur rénovation et leur gestion. Trudy Huskamp Peterson, un des archivistes les plus connus des Etats-Unis, a passé une semaine au Guatemala en septembre, et a rendu un rapport deux semaines plus tard qui sera un guide d'une valeur inestimable une fois que sera désignée une institution chargée de commencer à nettoyer et ranger les documents.

En octobre, Carlos Osorio, membre des Archives a accompagné deux membres de la "Commission pour la mémoire" ("Comisión por la Memoria") de la ville de La Plata, Argentine, au Guatemala - Ana Cacopardo, directeur, et son archiviste en chef Ingrid Jaschek. La commission réunit des membres du gouvernement et des membres de la société civile, et se consacre à l'étude de la « sale guerre » de l'Argentine, et surveille également des millions de dossiers d'intelligence de la police. Ils ont examiné les archives guatémaltèques et ont rencontré des fonctionnaires du gouvernement et des O.N.G.S pour discuter des défis politiques et légaux inhérents à la charge à long terme de conservation et de contrôle des documents.

Une fois que l'autorité de gestion des dossiers est en place, le besoin le plus pressant sera pour l'assistance technique de réaliser un énorme travail pour ordonner, nettoyer, répertorier, classer les dossiers, avec l'objectif de permettre l'accès au moins à un public limité dès que possible.

Une telle aide sera d'une valeur inestimable à long terme à ceux qui très probablement viendront consulter le matériel : avocats, journalistes, historiens, association de droits de l'homme et familles de disparus.

Le service des archives se consacrera dans les mois à venir à soutenir cette opération sans précédent de sauvetage et de restauration. Cette mission historique de sauvetage a pour objectif de protéger ces rapports, pour les reconstituer sous une forme lisible, et pour les organiser en ce qui promet d'être la plus grande et la plus importante documentation sur « la sale guerre » jamais retrouvée en Amérique latine.

---

[L'extrait d'un rapport](#) écrit par Trudy Huskamp Peterson, chef archiviste et conseiller pour National Security Archive sur le dossiers de la police guatémaltèque. Le rapport, "Registres de la Policía Nacional de Guatemala : Le rapport et les recommandations, "ont été traduits en Espagnol et fournis à différents organismes guatémaltèques en début novembre.

\*\*\*

**Photos :**

**Photo 1** : La nouvelle découverte de douzaines de salles remplies, dans cinq bâtiments, de registres de la police guatémaltèque dans un complexe d'activité de la police dans la zone 6, du centre de la ville de Guatemala.

**Photo 2** : Les archives contiennent environ 4.5 kilomètres -ou 75 millions de pages- de papier.

**Photo 3** : Pendant des années, les documents ont été stockés de façon hasardeuse dans et sur des meubles ou empilés en piles très hautes, sous les fenêtres ouvertes, dans les couloirs, et dans des bâtiments infestés de rats et remplis de débris.

**Photo 4** : Beaucoup de registres montrent des signes avancés de décomposition ; certains d'entre eux sont sérieusement souillés par de la moisissure et sont humides ou ont été mouillés par le passé. Il y a des documents qui ont été partiellement brûlés ou carbonisés ; d'autres se désagrègent simplement avec l'âge et la négligence.

**Photo 5** : La directrice du projet d'Archives du Guatemala Kate Doyle a visité les archives de police en août puis en septembre. Les bâtiments dans lesquels les documents sont entreposés sont si délabrés par la présence de débris, vermine et de moisissure, que les employés travaillant sur les dossiers sont confrontés à de sérieux risques sanitaires.

**Photo 6** : Fouillant dans les registres dans ce complexe de la police pendant une visite en octobre, l'archiviste Carlos Osorio a trouvé un rappel des liens historiques entre le Guatemala et les Etats-Unis.

**Photo 7** : Des dossiers sont crûment marqués par type d'affaire et année. Il y a des armoires entières de dossiers marqués avec "assassinats", "disparus" et "homicides."

**Photo 8** : Les documents incluent des rapports internes, des casiers judiciaires, des listes de promotion, des rapports de surveillance, et des dossiers d'empreinte digitale, entre autre

**Photo 9** : Il y a des milliers de photographies de vivants et de morts.

**Photo 10** : Des douzaines de journaux de bord et de registres ont été trouvés, contenant les noms et les photos des innombrables détenus. Celui-ci est daté 24 juillet 1967.

**Photo 11** : Des dossiers personnels détaillés destinés aux informateurs de la police font partie de ces registres abandonnés. Cet homme a participé à un "Servicio especial de vigilancia" ("service spécial de surveillance")

**Photo 12** : Bien que cela prenne du temps avant que le premier ensemble de documents puisse être ouvert au public, les dossiers fourniront aux familles de disparus une importante nouvelle preuve des opérations du gouvernement guatémaltèque pendant le conflit.

**Photo 13** : Les experts internationaux dans le domaine de la restauration d'archives, de la conservation et de l'accès du public ont visité les archives guatémaltèques pour aider au sauvetage de cette énorme cache de registres.

**Photo 14** : Le bureau de la Médiation des Droits de l'Homme (Procuraduría de Derechos Humanos-PDH), qui a découvert ce lieu, a pris d'importantes mesures pour protéger les archives et pour commencer la restauration de ces registres.

\*\*\*

### [Les dossiers moisés de la police peuvent contenir des indices sur des atrocités au Guatemala](#)

Mildewed Police Files May Hold Clues to Atrocities in Guatemala

**Par Ginger Thompson**

[The New York Times](#), le 21 novembre 2005

**Ville de Guatemala, 20 Nov.** - Des rames et des rames de documents moisés de la police, attachés dans les paquets sales et empilés du plancher au plafond, à première vue, on voit cela comme un tas géant de détrit. Mais les enquêteurs des droits de l'homme l'appellent simplement un trésor caché.

Au Guatemala un pays cherchant toujours à tâtons toute la vérité à propos des décennies d'enlèvements et de massacres commandités par l'Etat, les documents sont prometteurs de nouvelles preuves pour les victimes, et peut-être le dernier grand espoir pour un certain degré de justice.

L'été dernier, les autorités du bureau de médiation de Droits de l'Homme le PDH guatémaltèque, en recherchant un dépôt de munitions a découvert ce qui semble être la totalité des dossiers de la police nationale, une entité si inextricablement liée aux crimes de droits de l'homme pendant 36 ans de guerre civile dans ce pays que sa dissolution fit partie des accords de paix signés en 1996.

À ce moment-là, le gouvernement du Président Alvaro Arzu, luttant pour conduire ce pays vers une transition incertaine de la guerre à la paix, a nié devant la commission de vérité l'existence de ces dossiers de la police. Il semble maintenant clair, selon les enquêteurs des droits de l'homme, que le gouvernement de M. Arzu, comme ceux qui sont suivi, qu'il connaissait l'existence de ces dossiers.

Dans les mois qui suivirent la découverte des dossiers, les archivistes les ont maintenus fermés au public et à la majeure partie des médias, en raison des problèmes des fenêtres et portes du bâtiment ouvertes à tous vents, les dossiers pouvant être volés ou détruits. En outre, les archivistes ont dit qu'ils ont eu besoin du temps pour simplement faire un examen préliminaire afin de savoir ce qui était écrit dans les dossiers.

A la suite de demandes répétées, le bureau de médiation a autorisé le journal New York Times à voir les dossiers la semaine dernière, après qu'un système rudimentaire de sécurité ait été installé et que les archivistes aient commencé à prendre des échantillons de documents à partir des dossiers.

Marcher dans certaines des pièces, c'est comme regarder un raz de marée. Documents entassés sur des piles de plus de 3 mètres de haut dans des pièces malsaines, aussi humides et obscures que des cavernes. Il y a des seaux dans chaque coin que les préposés, habillés avec des gants et des masques à gaz en caoutchouc pour se protéger contre les vapeurs, ont utilisé pour recueillir des fuites du toit.

Tout semble être là : des PVs de la circulation, procédures d'obtention du permis de conduire et dossiers du personnel, aux notes d'espion et aux relevés d'interrogation. Il y a des centaines de rouleaux de film et de vidéos, avec des instantanés des corps non identifiés, des détenus et des informateurs. Certains des dossiers semblent avoir eu un traitement légèrement plus soigneux et ont été jetés dans tiroirs marqués "disparus", "assassins" et "cas spéciaux."

Il y a des transcriptions de communications par radio et des registres marqué "communiste" comme raison d'arrestation.

Sergio Morales, le chef du bureau de médiation, a récemment indiqué aux journalistes guatémaltèques que les archives contiennent également des listes d'enfants des supposés guérilleros, enlevés avec les noms des familles qui ont accepté de les prendre en charge.

Ce qui reste peu clair, selon les enquêteurs, c'est pourquoi les fonctionnaires des précédents gouvernements du Guatemala -en particulier la police- n'ont pas détruit les dossiers, bien qu'ils contiennent les preuves de ses abus indignes. Maintenant que les archives ont été trouvées, presque 10 ans après de la fin des combats qui ont fait au moins 200.000 morts, un nouveau gouvernement, luttant pour consolider une renaissante paix, bataille encore sur la façon procéder.

« Ceci présente un défi sérieux pour le gouvernement parce beaucoup de noms de personnes puissantes vont apparaître dans ces dossiers, et le système judiciaire est très faible », explique Frank LaRue, directeur de la Commission présidentielle sur les Droits de l'Homme. « Mais le gouvernement encourage à ouvrir les archives, et à poursuivre les personnes responsables des crimes ».

Puis, il a atténué son discours, ajoutant, "je ne suis pas sûr que tous au sein du gouvernement serait d'accord avec cela."

Ce n'est pas la première série de documents du gouvernement découverts depuis la fin de la guerre. Kate Doyle, directrice du Projet Guatemala au National Security Archive, une ONG basée à Washington, précise que l'année dernière le gouvernement a tranquillement ouvert les dossiers de l'ancienne agence d'intelligence présidentielle, qui a été également accusée d'atteintes systématiques aux Droits de l'Homme et démantelée sur ordre (Accords de Paix). Et en 1999, un journal de suivi d'activités d'une unité militaire secrète, responsable d'enlever et de tuer des adversaires du gouvernement, a été sorti frauduleusement des dossiers des militaires.

Mais les dossiers de l'agence d'intelligence avaient été saccagés avant que les enquêteurs des Droits de l'Homme puissent y avoir accès. Les dossiers de la police nationale -moisis et sales, mais toujours intacts- vont fournir la comptabilité la plus complète de la campagne du gouvernement contre des personnes suspectées d'être de gauche, campagne lancée avec l'argent et le conseil d'une succession d'administrations des Etats-Unis inquiètes de la diffusion du communisme sur le continent.

Comme condition préalable à la consultation des dossiers par The (New York) Times la semaine dernière, l'enquêteur du PVH, Gustavo Meoño, a demandé que les détails spécifiques des documents décrivant les enlèvements et les assassinats, y compris les noms des victimes et des officiers de police, ne soient pas publiés.

"Nous devons agir très précautionneusement avec ces archives," M. Meoño a-t-il indiqué. "Nous ne voulons pas entretenir de façon excessive les espoirs des victimes. Et, pour notre sécurité, et pour la sécurité des dossiers, nous ne voulons pas effrayer à l'excès ceux qui sont identifiés comme des auteurs de crimes."

Le bureau de médiation a indiqué que les archives ont été trouvées par hasard dans le dépôt de munitions, non loin du centre de la capitale pendant une inspection de sécurité suite aux plaintes de voisins sur des explosifs incorrectement stockés à cet emplacement. Les voisins n'ont pas su la moitié de l'histoire.

Les dossiers, à divers stades de conservation, remontent à plus d'un siècle et contiennent assez de documents pour être étalés 130 terrains du football.

Mme. Doyle a dit que c'est la plus grande découverte des documents secrets d'un gouvernement en Amérique latine.

Michael McClintock, un expert au Guatemala de « Human Rights First », une ONG basée à New York, a appelé les archives "le filon mère" pendant sa visite ici la semaine dernière.

M. Meoño dit que sont là des dossiers qui concernent des cas bien connus, y compris l'assassinat 1990 de l'anthropologue Myrna Mack. Il a dit qu'une équipe d'avocats belges étudiant l'assassinat en 1980 de Walter Voordeckers, un prêtre belge, et la disparition 1982 de Serge Berten, un autre citoyen belge, ont trouvé des dossiers sur ces cas lors d'une visite au Guatemala en septembre, et a obtenu du gouvernement de citer l'ancien chef de la police nationale, Germán Chupina, pour la première fois depuis la fin de la guerre. "Je vous montre ceux là", M. Meoño a t-il indiqué, se rapportant à des documents des archives, "pour vous faire voir clairement que nous avons de grands espoirs que ces archives vont éclaircir les mystères qui ont tourmenté ce pays pendant des décennies."

Cela a semblé clair aux directeurs des projets d'archives autour du monde, y compris ceux d'Irak, du Cambodge, et de la Serbie, qui également ont vu les dossiers de la police ici la semaine dernière. La question qui leur a traversé l'esprit ici, étaient la même que quand ils ont examiné la première fois les dossiers gardés par des gouvernements dirigés par des dictateurs comme Saddam Hussein et les Khmer Rouge : Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas détruit les dossiers quand il en a eu la possibilité ?

Mais Hassan Mneimneh, de la Fondation pour la mémoire de l'Irak, n'a pas été étonné que les dossiers aient été abandonnés. "Finalement ces dossiers sont la mémoire institutionnelle de la bureaucratie," a t-il dit. "S'attendre à ce qu'une bureaucratie détruise ses dossiers, c'est s'attendre à ce qu'elle se suicide".

Heriberto Cifuentes, historien guatémaltèque qui était parmi les premiers à poser ses yeux sur les dossiers, a indiqué que le fait que le gouvernement ne les ait pas détruits reflète un fait simple de la vie guatémaltèque.

"L'impunité règne au Guatemala", at-il dit". Ainsi, qu'il y ait des documents ou pas, les gens responsables des crimes ne comptent pas payer. Ils ont toujours profité du voile de l'immunité".

\*\*\*

[La drogue et les militaires guatémaltèques.](#)

[Un rapport de « l'Observateur du Texas »](#)

Drugs and the Guatemalan Military.

A Report from the [Texas Observer](#)

### Numéro Électronique 169 De Livre de Briefing d'Archives de Sécurité Nationale

**Pour plus d'information contacter :**

**Kate Doyle :** [kadoyle@gwu.edu](mailto:kadoyle@gwu.edu)

**Assistante de Recherches :** Emilene Martínez Morales

**Recherche Additionnelle :** Cecilia Golombek

Posté - 18 novembre 2005

Washington, 18 novembre 2005 - Le journaliste d'investigation Frank Smyth franchit un nouveau pas vers le lien entre des officiers à la retraite de l'armée guatémaltèque et le trafic de drogue vers les Etats-Unis en "[The Untouchable Narco-State : Guatemala's Military Defies the DEA.](#)" ("L'Intouchable Narco-État : Les militaires du Guatemala défient le DEA.")



## **The Untouchable Narco-State : Guatemala's Military Defies the DEA.**

L'article de Smyth, écrit dans l'hebdomadaire indépendant [Texas Observer](#) paru aujourd'hui, emploie les documents déclassés des Etats-Unis en provenance du National Security Archive comme une autre témoignage important.

L'article de Smyth raconte l'histoire dévastatrice de la corruption continue et endémique au Guatemala, rendue possible par les liens clandestins entre les trafiquants et les anciens officiers militaires. À la différence d'autres pays latino-américains comme la Colombie et le Mexique, le Guatemala n'a poursuivi ou extradé aucune de ses cheilles ouvrières de la drogue pendant dix ans. Aujourd'hui, le pays est une plateforme tournante de la contrebande de drogue vers les Etats-Unis - selon les statistiques citées dans l'article, jusqu'à 75% de toute la cocaïne qui arrive aux Etats-Unis passe à travers cette nation centroaméricaine.

Les registres fournis par le National Security Archive pour cet article décrivent une institution militaire puissante et brutale avec des liens étroits avec les Etats-Unis et une histoire de la corruption.

### **Ils incluent l'information sur :**

- ▶ **La tactique de la terre brûlée** employée par l'armée guatémaltèque pendant les 30 années de conflit de guerre civile qui a eu comme conséquence des centaines de milliers de morts et de disparus ;



### **CIA 1982**

L'existence pendant la guerre des **confréries secrètes d'officiers des services secrets**, dont beaucoup sont suspectés aujourd'hui de collaborer aux entreprises criminelles ;



### **Tandas**

- Le vaste [réseau militaire des informateurs](#) disponibles pendant et après le conflit ;



### **Informants**

- [L'hésitation des ETATS-UNIS pour rompre avec les militaires guatémaltèques](#), même une fois la guerre finie et l'administration Clinton était au courant de la participation militaire dans des crimes de droits de l'homme, corruption et trafic de drogue graves ;



### **Mcafee**

- Comment un ex-officier corrompu, le Lieutenant. Colonel Carlos Ochoa Ruiz, a utilisé ses relations chez les militaires pour protéger des opérations de trafic de drogue et de contrebande de voiture à l'intérieur du Guatemala.



### **Lt. Col. Carlos Ochoa Ruiz**



Les documents additionnels obtenus par les Archives par Loi de la liberté de l'information incluent des rapports d'intelligence des Etats-Unis liant les fonctionnaires gradés militaires et d'intelligence - tels que les généraux en retraite Francisco Ortega Menaldo et Manuel Antonio Callejas y Callejas, tous les deux mentionnés dans l'article d'observateur du Texas - à un réseau de corruption parmi les militaires, la police et les douaniers. Ces dossiers et d'autres déclassés peuvent être consultés par des liens dans le texte de [l'article de Franc Smyth](#).



**The Untouchable Narco-State :  
Guatemala's Military Defies the DEA.**

\*\*\*

**Plus :**

[\*\*\*Cher M. Président : Leçons sur la justice du Guatemala\*\*\*](#)

Le dernier rapport du projet Archives du Mexique.

[\*\*\*Le Front sud du Mexique\*\*\*](#)

Le Guatemala et la recherche de la Sécurité.

[\*\*\*Les Militaires Guatémaltèques : Ce que les déclassés des Etat-Unis indiquent\*\*\*](#)

Les Archives déclassent le rapport et la base de données complets sur les forces guatémaltèques de sécurité

[\*\*\*Le Guatemala : Colonel Byron Lima Estrada\*\*\*](#)

Documents déclassés sur l'ancien chef d'intelligence et paternité allégué derrière le meurtre de Gerardi

[\*\*\*"Dossier des Escadron de la Mort" Guatémaltèque\*\*\*](#)

Le registre de l'armée indique le destin d'un nombre de citoyens guatémaltèques "disparus" pendant le milieu des années 80.

[\*\*\*Politique des ETATS-UNIS au Guatemala, 1963-1993\*\*\*](#)

[\*\*\*CIA et assassinats\*\*\*](#)

Le Guatemala 1954 Documents.

**Traduction de l'anglais pour [\*\*\*El Correo\*\*\*](#) de : Estelle et Carlos Debiasi**

[\*\*\*El Correo\*\*\*](#). Paris, le 26 novembre 2005.

[\*\*\[Contrat Creative Commons\]\*\*](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [\*\*licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported\*\*](#).

---

[\*\*THE GUATEMALAN POLICE ARCHIVES\*\*](#)

National Security Archive Electronic Briefing Book No. 170.

By Kate Doyle

[kadoyle@gwu.edu](mailto:kadoyle@gwu.edu)

Phone - 646/613-1440, ext. 238 or 646/670-8841

**Research Assistance** : Emilene Martínez Morales

Posted - November 21, 2005

Washington, D.C., November 21, 2005 -

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-837.jpg>] On July 5, officials from the Guatemalan government's human rights office (PDH - *Procuraduría de Derechos Humanos*) entered a deteriorating, rat-infested munitions depot in downtown Guatemala City to investigate complaints about improperly-stored explosives. During inspection of the site, investigators found a vast collection of documents, stored in five buildings and in an advanced state of decay. The files belonged to the National Police, the central branch of Guatemala's security forces during the war - an entity so inextricably linked to violent repression, abduction, disappearances, torture and assassination that the country's 1996 peace accord mandated it be completely disbanded and a new police institution created in its stead.

The scope of this find is staggering - PDH officials estimate that there are 4.5 kilometers - some *75 million pages* - of materials. During a visit to the site in early August, I saw file cabinets marked "assassinations," "disappeared" and "homicides," as well as folders labeled with the names of internationally-known victims of political murder, such as anthropologist Myrna Mack (killed by security forces in 1990).

There were hundreds of rolls of still photography, which the PDH is developing now. There were pictures of bodies and of detainees, there were lists of police informants with names and photos, there were vehicle license plates, video tapes and computer disks. The installations themselves, which are in a terrible state of neglect - humid and exposed to the open air, infested with vermin and full of trash - contain what appear to be clandestine cells.

The importance of the discovery cannot be overstated. Since 1996, when the government signed a peace accord with guerrilla forces, Guatemalans have fought to recover historical memory, end impunity and institute the rule of law after more than 30 years of violent civil conflict. In 1997, a UN-sponsored truth commission was created to investigate the war and analyze its origins.

Despite a mandate granting it the right to request records from all parties to the conflict, the Historical Clarification Commission was stonewalled at every turn by military, intelligence and security officials, who refused to turn over internal files on the grounds that they had been destroyed during the war, or simply did not exist. The truth commission released its final report in 1999 without the benefit of access to such critical material. According to the report, some 150,000 Guatemalan citizens died in the war, and another 40,000 were abducted and disappeared.

Despite this terrible legacy, Guatemala represents today an extraordinary example of how information can advance the cause of justice over the barriers of impunity. Guatemalan investigators have drawn on victims' accounts, forensic records, published human rights reports, perpetrators' testimonies and thousands of declassified U.S. documents obtained by the National Security Archive under the Freedom of Information Act in an attempt to provide some historical and judicial accountability for what happened during the war.

Openness advocates have used the government's silence about the war to press their case for the passage of a national freedom of information law. Prosecutors have incorporated U.S. declassified documents into legal battles targeting military and police abusers in key human rights cases. And now Guatemalans are discovering their own buried, hidden, and abandoned records from the files of the repressive Guatemalan security services.

The newly discovered police archives, which cover a century of police operations, promises to be one of the most revealing collections of military or police records ever discovered in Latin America. The appearance of these documents has created an extraordinary opportunity for preserving history and advancing justice that the Archive is mobilizing to meet.

With support from the Fund for Constitutional Government and the Open Society Institute, the Archive sent international experts to examine the files and provide assessments for their recovery and management. Trudy Huskamp Peterson, a leading U.S. archivist, spent a week in Guatemala in September, and delivered a report two weeks later that will serve as an invaluable guide once an institution is designated to begin cleaning and ordering the documents.

In October, the Archive's Carlos Osorio accompanied two senior members of the "Memory Commission" ("*Comisión por la Memoria*") from La Plata, Argentina, to Guatemala - Ana Cacopardo, the director, and her chief archivist Ingrid Jaschek. The commission is a coalition of government and civil society groups dedicated to the study of Argentina's dirty war, which also oversees millions of police intelligence files. They examined the Guatemalan archives and met with government officials and NGOs to discuss some of the political and legal challenges inherent in designing long-term custody and control of the documents.

Once the authority to manage the files is established, the most urgent need will be for expert technical assistance to carry out the monumental task of ordering, cleaning, scanning, and databasing the files, with the goal of providing at least limited public access as soon as possible. Such assistance will be invaluable over the long run to those most likely to consult the material : lawyers, journalists, historians, human rights groups and the families of the disappeared.

The Archive will dedicate itself in the coming months to supporting this unprecedented rescue, recovery and restoration operation. This historical salvage mission is intended to secure these records of repression, restore them to readable form, and organize them into what promises to be the largest and most revealing collection of 'dirty war' documentation ever unearthed in Latin America.

---

[Excerpt from a report](#) written by Trudy Huskamp Peterson, a leading archivist and consultant for the National Security Archive on the Guatemalan Police Files. The report, "Records of the *Policía Nacional de Guatemala* : Report and Recommendations," was translated into Spanish and delivered to several different Guatemalan organizations in early November.

### Photos :

[Photo 1](#) : Newly-discovered Guatemalan police records fill dozens of rooms in five buildings on an active police compound in Zone 6, downtown Guatemala City.

[Photo 2](#) : The archives contain an estimated 4.5 kilometers - or 75 million pages - of paper.

[Photo 3](#) : For years, the documents have been stored haphazardly in and on top of file cabinets or stacked in towering piles, under open windows, in hallways, and in huge trash heaps inside rat-infested buildings.

[Photo 4](#) : Many records show advanced signs of decay ; some of them are seriously contaminated with mold and either are wet or have been wet in the past. There are documents that have been partially burned or charred ; others are simply disintegrating with age and neglect.

[Photo 5](#) : The Archive's Guatemala Project Director Kate Doyle visited the police archives in August and again in September. The buildings in which the documents are kept are so deteriorated from the presence of trash, vermin and mold, that employees working with the records risk serious health hazards.

[Photo 6](#) : Sifting through records on the police compound during a visit in October, Archive analyst Carlos Osorio finds a reminder of the historical ties between Guatemala and the United States.

[Photo 7](#) : Files are crudely labeled by case type and year. There are whole file cabinets marked "assassinations," "disappeared" and "homicides."

[Photo 8](#) : Documents include internal reports, criminal records, promotion lists, surveillance reports, and fingerprint files, among many others.

[Photo 9](#) : There are thousands of photographs of the living and the dead.

[Photo 10](#) : Dozens of logbooks and ledgers have been found, containing the names and photos of countless detainees. This one is dated July 24, 1967.

[Photo 11](#) : Detailed personnel files for police informants are part of these abandoned records. This man participated in a "Servicio especial de vigilancia" ("Special surveillance service")

[Photo 12](#) : Although it will take time before the first set of documents can be opened for public access, the files will provide families of the disappeared a wealth of new evidence about the Guatemalan government's operations during the conflict.

[Photo 13](#) : International experts in the field of archives recovery, preservation and public access have visited the Guatemalan archives to assist in the salvaging of this massive cache of records.

[Photo 14](#) : The office of the Human Rights Ombudsman (Procuraduría de Derechos Humanos-PDH), which discovered the site, has taken many important steps to protect the archive and begin the recovery of records.

\*\*\*

### [Mildewed Police Files May Hold Clues to Atrocities in Guatemala](#)

By GINGER THOMPSON

GUATEMALA CITY, Nov. 20

**Published** : November 21, 2005

The reams and reams of mildewed police documents, tied in messy bundles and stacked from floor to ceiling, look on first sight like a giant trash heap. But human rights investigators are calling it a treasure hidden in plain sight.

Skip to next paragraph In Guatemala, a nation still groping for the whole truth about decades of state-sponsored kidnapping and killing, the documents promise a trove of new evidence for the victims, and perhaps the last best hope for some degree of justice.

Last summer, authorities from the Guatemalan human rights ombudsman's office, searching a munitions depot here, discovered what appear to be all the files of the National Police, an agency so inextricably linked to human rights abuses during this country's 36-year civil conflict that it was disbanded as part of the peace accords signed in 1996.

At that time, President Álvaro Arzú's government, struggling to usher this country through an uncertain transition from war to peace, denied to a truth commission that police files existed. It now seems clear, human rights investigators say, that Mr. Arzú's government, as well as those that followed, knew about the files all along.

In the months since the files were discovered, archivists kept them closed to the public and much of the news media because of concerns that, given the depot's many open, unfinished windows and doorways, the files could be pilfered or destroyed. In addition, the archivists said they needed time simply to do a preliminary examination to get a sense of what was in the files.

Following repeated requests, the ombudsman's office agreed to allow The New York Times to visit the files last week, after a rudimentary security system had been installed and archivists had begun taking samples of documents from the files.

Walking into some of the chambers is like staring down a tidal wave. Documents bundled as thick as bibles stand more than 10 feet tall in bat-infested rooms as dank and dark as caves.

There are buckets in every corner that attendants, dressed in rubber gloves and gas masks to protect against the fumes, have been using to catch leaks from the roof.

Everything seems to be there : from traffic tickets, driver's license applications and personnel files, to spy logs and interrogation records. There are hundreds of rolls of film and videos, along with snapshots of unidentified bodies, detainees and informants. Some of the files seem to have gotten slightly more careful treatment and were tossed into file cabinets marked "disappeared," "assassins" and "special cases."

There are transcripts of radio communications and stacks of arrest records listing "Communist" as the reason for arrest.

Sergio Morales, the head of the ombudsman's office, has previously told Guatemalan reporters that the archive also contains lists of children kidnapped from suspected guerrillas, along with the names of the families who agreed to take them in.

What remains unclear, investigators said, was why officials in Guatemala's prior governments - particularly the police - did not destroy the files, even though they appear to hold evidence of egregious abuses. Now that the archive has been found, almost 10 years after the end of the fighting that left at least 200,000 people dead, a new government, struggling to consolidate a fledgling peace, is still grappling with how to proceed.

"This presents a serious challenge for the government because there are going to be a lot of powerful names coming out of the files, and the justice system is very weak," Frank LaRue, director of the Presidential Commission on Human Rights, said in an interview. "But the government remains committed to opening the archive, and prosecuting people responsible for crimes."

Later he toned down his statement, saying, "I am not sure everyone in the government would agree with that."

It is not the first batch of government documents uncovered since the end of the war. Kate Doyle, director of the Guatemala Project at the National Security Archive, a nonprofit group based in Washington, pointed out that last year the government quietly opened the files of the former presidential intelligence agency, which was also accused of systematic human rights abuses and ordered disbanded. And in 1999, an activities log for a secret military unit responsible for kidnapping and killing government opponents was smuggled out of the military's files.

But the intelligence agency files had been ransacked before human rights investigators could get to them. The National Police files - mildewy and messy, but still intact - promise the most complete accounting of the government's campaign against people suspected of being leftists, a campaign initiated with money and advice from a succession of United States administrations worried about the spread of Communism.

As a precondition for opening the files to viewing by The Times last week, the lead investigator for the ombudsman's office, Gustavo Meoño, asked that specific details from documents describing extrajudicial kidnappings and killings, including names of victims and police officers, not be published.

"We have to act very carefully with this archive," Mr. Meoño said. "We do not want to unduly raise the expectations of the victims. And, for our safety, and for the safety of the files, we don't want to unduly frighten the people who are identified as perpetrators."

The ombudsman's office said it inadvertently found the archive in the munitions depot, not far from the center of the capital during a safety inspection prompted by complaints from neighbors that explosives were being improperly stored at the site. The neighbors did not know the half of it.

The files, in various stages of decay, date back more than a century and contain enough documents to stretch the length of 130 football fields.

Ms. Doyle said it is the largest discovery of secret government documents in Latin America. Michael McClintock, a Guatemala expert at Human Rights First, a New York-based nonprofit group, called the archive "the mother lode" during his visit here last week.

Mr. Meoño said there were files that referred to well-known cases, including the 1990 assassination of Myrna Mack, an anthropologist. He said a team of Belgian lawyers investigating the 1980 assassination of Walter Voordeckers, a Belgian priest, and the 1982 disappearance of Serge Berten, another Belgian citizen, found files on those cases during a visit to Guatemala in September, and had the government subpoena the former chief of the national police, Germán Chupina, for the first time since the end of the war.

"I show you these," Mr. Meoño said, referring to documents from the archives, "to make clear to you that we have great hopes that this archive is going to clear up mysteries that have tormented this country for decades."

That seemed to be clear to the directors of archival projects around the world, including those of Iraq, Cambodia, and Serbia, who also visited the police files here last week. The question that ran through many of their minds here, they said, was the same one that ran through their minds when they first examined damning files kept by governments led by dictators like Saddam Hussein and organizations like the Khmer Rouge : Why didn't the government destroy the files when it had the chance ?

But Hassan Mneimneh, of the Iraq Memory Foundation, was not surprised that the files had been left alone. "Ultimately these files are the institutional memory of the bureaucracy," he said. "To expect a bureaucracy to destroy

its files is to expect it to commit suicide."

Heriberto Cifuentes, a Guatemalan historian who was among the first outsiders to lay eyes on the files, said the fact that the government did not destroy them reflected a simple fact of Guatemalan life.

"Impunity reigns in Guatemala," he said. "So whether there are documents or not, people responsible for crimes do not expect to pay for them. They have always enjoyed blanket immunity."

\*\*\*

[Drugs and the Guatemalan Military](#)

[A Report from the Texas Observer](#)

National Security Archive Electronic Briefing Book No. 169

**For more information contact**

**Kate Doyle - [kadoyle@gwu.edu](mailto:kadoyle@gwu.edu)**

- ▶ **Research Assistance** : Emilene Martínez Morales
- ▶ **Additional Research** : Cecilia Golombek

**Posted - November 18, 2005**

Washington, D.C., November 18, 2005 -

Investigative journalist Frank Smyth breaks new ground in documenting links between retired Guatemalan military officers and drug trafficking into the United States in : "[The Untouchable Narco-State : Guatemala's Military Defies the DEA.](#)" Smyth's story, featured in the independent weekly [Texas Observer](#) appearing on news stands today, uses declassified U.S. documents from the National Security Archive among other critical evidence.



**The Untouchable Narco-State :  
Guatemala's Military Defies the DEA.**

Smyth's article tells the devastating tale of ongoing, endemic corruption in Guatemala, made possible by the clandestine ties between smugglers and former senior military officers. Unlike other Latin American countries like Colombia and Mexico, Guatemala has not prosecuted or extradited any of its drug kingpins for a over decade. Today the country is a hub for drug smuggling into the United States - according to statistics cited in the article, up to 75% of all cocaine that reaches the United States passes through this Central American nation.

Records provided by the National Security Archive for the story describe a powerful and brutal military institution with intimate ties to the United States and a history of corruption.

**They include information on :**

- ▶ **Scorched-earth tactics** used by the Guatemalan army during the 30-year civil conflict that resulted in hundreds of thousands of dead and missing ;



## CIA 1982

- The existence during the war of a **secret fraternity of senior intelligence officers**, many of whom are suspected today of collaborating in criminal enterprises ;



## Tandas

The military's vast **web of informants** available to them during and after the conflict ;



## Informants

The **reluctance of the U.S. to alienate the Guatemalan military**, even as the war ended and the Clinton administration was aware of military involvement in grave human rights abuses, corruption and drug trafficking ;



## Mcafee

How one corrupt ex-officer, **Lt. Col. Carlos Ochoa Ruiz**, used his connections in the military to protect drug trafficking and car smuggling operations inside Guatemala.



## Lt. Col. Carlos Ochoa Ruiz

Additional documents obtained by the Archive through the Freedom of Information Act include U.S. intelligence reports linking senior military and intelligence officials - such as retired Generals Francisco Ortega Menaldo and Manuel Antonio Callejas y Callejas, both mentioned in the [Texas Observer](#) article - to a web of corruption run by military, police and customs officials. These and other declassified records can be accessed through links in the text of [Frank Smyth's article](#).



## The Untouchable Narco-State : Guatemala's Military Defies the DEA.

\*\*\*

More :

### [Dear Mr. President : Lessons on Justice from Guatemala](#)

The Latest Release from the Archive's Mexico Project

### [Mexico's Southern Front](#)

Guatemala and the Search for Security

### [The Guatemalan Military : What the U.S. Files Reveal](#)

Archive releases comprehensive report and database on Guatemalan security forces

### [Guatemala : Colonel Byron Lima Estrada](#)

Declassified documents on former intelligence chief and alleged mastermind behind the Gerardi murder



[Guatemalan "Death Squad Dossier"](#)

Army log reveals the fate of scores of Guatemalan citizens "disappeared" during the mid-1980s

[U.S. Policy in Guatemala, 1963-1993](#)

[CIA and Assassinations](#)

The Guatemala 1954 Documents